



F3SCT-D du 04/07/2024
Déclaration liminaire

Madame la Présidente,

Lors de la formation spécialisée du 29 septembre dernier, Mme Pitel, Chargée des ressources humaines de proximité et conseillère en évolution professionnelle, exposait les différents motifs qui poussaient les enseignants à se tourner vers elle pour demander une réorientation professionnelle. Parmi les raisons avancées, elle notait notamment la perte de sens du métier, un malaise face aux évolutions sociétales, ou encore le sentiment d'impuissance à pouvoir aider certains élèves et leurs familles.

Fin décembre, Gabriel Attal, alors ministre de l'Éducation Nationale, annonçait les mesures constitutives du « Choc des savoirs ». Bien que rejetées par l'ensemble de la communauté éducative, ces mesures, emblématiques d'un tri social digne d'un retour au XIX^{ème} siècle, ont été imposées sans ménagement et génèrent depuis maintenant six mois, beaucoup de souffrance dans nos différentes professions. Les enseignants, mais aussi certains chefs d'établissement, forts des valeurs républicaines qui les animent, ont montré leur opposition au renoncement d'une école émancipatrice pour l'ensemble des élèves. Un renoncement qui avait d'ailleurs été déjà bien entamé par les différentes attaques portées à la voie professionnelle ces dernières années.

Suite à la dissolution de l'Assemblée Nationale prononcée le 9 juin par le Président de la République, un parti d'extrême droite est aujourd'hui en passe d'arriver à la tête de notre pays, 80 ans après un épisode bien peu glorieux de notre Histoire. Déjà bien abîmés par sept ans d'une politique éducative destructrice, l'accession d'un tel parti au ministère de l'Éducation Nationale ou à des responsabilités gouvernementales serait d'une très grande violence pour les personnels qui œuvrent quotidiennement à la réussite de tous les élèves et qui défendent sans relâche la richesse de la mixité sociale et du « vivre ensemble ».

Car, sous couvert de vouloir (je cite) « redonner à notre école, à l'Éducation nationale, un peu de sérénité et lui faire retrouver l'efficacité qu'elle n'aurait jamais dû cesser d'avoir »¹, c'est une politique de l'exclusion que s'apprête à mettre en œuvre le Rassemblement National : examen d'entrée en 6ème dès le CM2, orientation à partir de la 5ème, le brevet des collèges deviendrait LA clé d'entrée pour la 2nde... Bref, un « choc des savoirs » puissance 10 qui va accentuer les conflits de valeurs auxquels sont déjà confrontés les personnels et qui sont sources de souffrance au travail.

Une autre grande cause de souffrance chez les enseignants est le sentiment d'impuissance face à des élèves au comportement inapproprié ou hautement perturbateur. Ces enfants, malgré leur jeune âge, sont déjà très souvent cabossés par leur parcours de vie, rendant leur scolarisation en milieu ordinaire parfois impossible. Depuis plusieurs années maintenant, les représentants du personnel de la FSU alertent sur la nécessité d'apporter des soins à ces enfants et de les accueillir dans des établissements spécialisés où les moyens humains permettraient de répondre à leurs

besoins. Mais l'institution a préféré retirer les postes d'enseignants qui existaient dans ces structures, au motif comptable qu'un enseignant pour 4 élèves c'était gaspiller des moyens².

Nous ne comptons plus le nombre d'interventions dans lesquelles nous avons pointé le risque d'un rejet pur et simple de l'inclusion face à des situations de violences physiques et verbales de la part d'enfants à l'encontre des adultes (enseignants, AESH, ATSEM...). Mais nous n'avons jamais cédé à la facilité d'instrumentaliser des situations pourtant explosives. Aujourd'hui, l'absence de réponse institutionnelle a nourri du ressentiment qui s'est traduit en partie dans les urnes le 30 juin dernier. Et si le programme éducatif du Rassemblement National devait s'appliquer, c'est un avenir bien sombre qui attendrait ces enfants. A défaut de mettre en place une politique de prévention et de soin, c'est le tout répressif qui se mettra en œuvre. Et contrairement à ce que dit Monsieur Chudeau, notre inquiétude est bel et bien fondée puisqu'il a lui même annoncé dans *Les Echos* du 20 juin, que les élèves « *perturbateurs ou harceleurs* », exclus deux fois de leurs établissements seraient envoyés dans des centres « *spécialisés* » où ils réaliseraient toute leur scolarité, jusqu'à leurs 16 ans. Et cela, « *sans possibilité de retour vers un établissement normal* ». Ajoutant même qu'en cas de perturbations dans ces structures, les enfants seraient envoyés dans des « *centres éducatifs fermés sur décision de justice* ». Ainsi, c'est la jeunesse la plus en détresse que celui qui a contribué à casser l'école publique en conseillant Gilles de Robien puis François Fillon veut aujourd'hui mettre au ban de la société.

Il y aurait de nombreuses choses à dire sur les conséquences de la politique éducative du RN sur les élèves et leurs familles, mais la formation spécialisée a pour objet la santé et les conditions de travail des personnels, alors nous terminerons sur le plan des discriminations et de l'égalité professionnelle. En F3SCT du 8 avril, les représentants du personnel de la FSU avaient demandé un bilan académique et départemental de la cellule « *stopdiscr* ». Ce bilan devient d'autant plus urgent que ces questions ne seront plus une priorité de notre ministère si un gouvernement d'extrême droite devait accéder au pouvoir. Et nous avons une réelle inquiétude sur ce que pourraient vivre ou ressentir les personnels ne relevant pas de la « *norme* », qu'il s'agisse de leur origine culturelle ou sociale, de leur orientation sexuelle, ou de toute autre « *écart* » avec l'image du bon fonctionnaire, voire du bon Français, version RN.

Vous l'aurez compris, Madame La Présidente, la FSU est une organisation syndicale qui défend les droits des personnels mais aussi une vision de l'école et de la société. Attachée à son indépendance politique, elle porte des valeurs incompatibles avec les idées d'extrême droite. C'est à ce titre, que les représentants du personnel de la FSU ont toujours appelé à se mobiliser contre les idées d'extrême droite et à faire barrage à leur accession au pouvoir.

Le 1^{er} juillet, dans un communiqué de presse commun, la FSU, l'UNSA, la CFDT, la CGT et Solidaires prenaient de nouveau leur responsabilité en appelant à battre l'extrême droite dans les urnes. Loin d'être une posture comme l'affirme le député sortant de la 2^{ème} circonscription de Loir-et-Cher¹, il s'agit de défendre des principes et des valeurs qui sont indispensables pour faire société.

Quels que soient les résultats des élections, les représentants du personnel de la FSU continueront de porter la parole de tous les personnels et de défendre les services publics, dans les instances, dans les médias mais aussi dans la rue.

Merci

1 : site NR du 2 juillet

2 : 2020 : année COVID : les établissements spécialisés n'ont pas bénéficié du moratoire, bien au contraire...